

BILLET DE BLOG 6 octobre 2020

# Le premier Sommet des Nations unies sur la biodiversité, révélateur des défis à relever sur la route vers la COP 15

## Auteurs

Aleksandar Rankovic

Sciences Po

Juliette Landry

Responsable de recherche, Gouvernance internationale de la biodiversité

🕒 Temps de lecture: 8 min



Le Sommet des Nations unies sur la biodiversité qui s'est tenu le 30 septembre fut l'opportunité pour plus d'une centaine de dirigeants, dont une grande partie de chefs d'État, de s'exprimer sur les enjeux à la fois nationaux et globaux liés à la perte de la biodiversité et aux réponses politiques à lui apporter. Comme nous l'[avons souligné](#), ce sommet devait servir de dernière prise d'élán, mais aussi de scène d'expression des

convergences et divergences politiques, avant la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui devait initialement se tenir cet octobre en Chine et qui devrait maintenant avoir lieu en 2021. Dans un calendrier [en évolution mais incertain](#), le sommet restait important, toute l'attention médiatique et politique restant tournée vers la crise de la Covid-19 et ses conséquences socio-économiques. Il fallait donc le voir, et en analyser maintenant les résultats, comme un moment de remise à l'agenda politique des questions de biodiversité et d'expression des positions qui vont structurer les négociations sur l'année à venir.

## Entre un (nouveau) coup d'envoi et un espace d'expression des positions politiques

Du point de vue de la remise à l'agenda, il faut noter le nombre important de chefs d'États qui se sont directement exprimés, et le nombre de pays rassemblés dans des coalitions de haute ambition. Deux jours avant le sommet, un nombre important de chefs d'États ont signé le *Leaders' Pledge for Nature*, et les ministres et dirigeants des pays concernés se sont exprimés pendant un événement dédié. [Comprenant aujourd'hui 76 pays](#), la coalition, intercontinentale, s'approche progressivement de la moitié des Parties à la CDB, et prend des engagements allant de l'intégration de la biodiversité dans la reconstruction post-Covid-19 à différents points des textes à adopter à la COP 15. Au sein de ce premier « club », on peut distinguer plus d'une trentaine de pays<sup>1</sup> engagés au sein de la [High Ambition Coalition for Nature and People](#), initiée par le Costa Rica et la France, et qui visent à s'aligner sur des engagements plus précis.

Cette convergence et cette structuration en coalitions est à souligner et à saluer, car les négociations manquaient jusqu'à présent de blocs de pays moteurs et coordonnés pour pousser ensemble vers le meilleur résultat possible de la COP 15. Mais les dissensions sont bien réelles, et se sont exprimées pendant et autour du sommet. En creux, par l'absence de pays notables dans les coalitions : aucune des deux présidences de COP, actuelle (Égypte) et future (Chine) n'ont rejoint les coalitions susmentionnées, et les BRICS dans leur ensemble en sont également absents. Plus largement, on voit que la plupart des « [Pays mégadivers de même esprit](#) » se tiennent toujours sur la réserve. Et le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi de souligner « la fracture » entre pays développés et pays en développement, appelant les premiers à mettre à disposition plus de ressources financières à disposition des seconds, selon le principe de responsabilités communes mais différenciées. On retrouve ce même langage chez le dirigeant chinois Xi Jinping et, sans surprise, et avec un ton beaucoup plus véhément, chez le président brésilien Jair Bolsonaro. La déclaration du [Groupe des 77](#) (G77), coalition historique des pays en développement dans les arènes onusiennes et qui compte aujourd'hui 135 membres, était également très explicite : le groupe a appelé à un mécanisme puissant pour la mobilisation de ressources financières (comprendre : venant des pays développés et/ou du secteur privé).

Le ton est donné, et a le mérite de la clarté. Comme pour la plupart des négociations internationales sur l'environnement, notamment l'Accord de Paris sur le climat, l'ambition collective affichée dans les décisions finales de la COP 15 sera conditionnée par les gages qui seront fournis, notamment de la part des pays développés, sur la disponibilité de fonds permettant de soutenir la mise en œuvre des transitions nécessaires dans les pays les plus pauvres. C'est un sujet connu, complexe, avec de multiples ramifications que l'on trouve jusque dans les négociations sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages liés à leur exploitation (le Protocole de Nagoya de la CDB est entièrement dédié à ce seul point), et un panel d'experts vient par exemple de remettre trois rapports sur le sujet au secrétariat de la CDB. C'est aussi un point de clivage sur lequel les gouvernements les moins ambitieux peuvent facilement appuyer pour crispier les négociations, notamment en y ramenant tous les autres sujets.

Sur la route de la COP 15, et en particulier dans le contexte actuel, il va être nécessaire de réinventer la solidarité internationale sur ces sujets, en évitant autant que faire se peut les jeux de posture et en se méfiant des effets d'annonce. Il faudra chercher les solutions à même de servir à la fois de gage politique suffisant et d'outil concret pour aider véritablement à la mise en œuvre juste des décisions de la COP 15. Ligne de crête très délicate s'il en est, mais défi majeur à relever dans l'année qui vient.

## La biodiversité comme enjeu transversal et demandant des transformations profondes

Le sommet a aussi été l'occasion de constater que les liens entre la biodiversité et les autres aspects du développement durable deviennent de plus en plus présents dans l'agenda politique de haut niveau. En ce qui concerne l'articulation des différents enjeux environnementaux entre eux, de nombreuses prises de parole ont souligné que la pandémie de Covid-19 a rappelé les interconnexions entre santé environnementale, vétérinaire et humaine, et ont appelé à une approche plus intégrée de ces sujets, [encore balbutiante au niveau international](#). L'importance des liens entre action pour la biodiversité et action climatique a été mentionnée par quasiment tous les dirigeants. Entre autres exemples, le président chinois a rappelé les engagements récents de la Chine sur le climat (notamment la neutralité carbone en 2060, objectif [qui implique de mieux préserver les écosystèmes](#)), Boris Johnson a réaffirmé l'ambition britannique de maintenir la nature en haut de l'agenda à l'occasion de la COP 26 sur le climat, et Emmanuel Macron a proposé de profiter de la tenue possible fin 2021 des trois COP des conventions de Rio (convention climat, convention biodiversité, convention sur la lutte contre la désertification) pour organiser un événement transversal dédié. Quasiment tous les dirigeants ont mentionné les Objectifs de développement durable, pour en affirmer l'importance et la place que la biodiversité y occupe. En outre, environ une cinquantaine de pays a appelé à une meilleure prise en charge des sujets touchant aux océans dans les négociations CDB.

De manière plus marquante, on a aussi assisté à des affirmations fortes sur les changements profonds qui sont nécessaires pour freiner l'érosion de la biodiversité. Par exemple, le président français a ainsi marqué les esprits en ouvrant son discours sur le rejet de l'accord commercial UE-Mercosur pour des raisons de cohérence, les modèles actuels de production, de commerce et de consommation étant « destructeurs du vivant, de la santé et de la prospérité ». Le ministre japonais de l'Environnement a lui affirmé d'emblée qu'il fallait réorganiser les chaînes d'approvisionnement pour changer les systèmes socio-économiques, en remettant plus au centre la production locale et les petits producteurs. Le président du Malawi, Lazarus Chakwera, au nom du groupe des pays les moins avancés, a souligné que l'usage intensif des terres avait réduit leur productivité. Le président chilien Sebastián Piñera a lui souligné que les modes de vie devaient changer.

En dehors de l'adhésion à telle ou telle coalition, et des postures d'opposition entre blocs historiques, et hormis de rares exceptions, le constat sur la gravité de la situation est largement partagé. Tendance plus intéressante, qui semble se renforcer de mois en mois, les causes de la perte de biodiversité, et notamment les causes plus profondes, liées à ce qui peut être désigné sous le terme englobant de « productivisme »<sup>2</sup>, sont de plus en plus directement nommées. Dans la séquence qui s'ouvre, il faudra à présent clarifier la manière dont les États, notamment les plus ambitieux, entendent s'y attaquer concrètement. Ce que l'on a soulevé pour les [coalitions d'entreprises](#) est vrai pour les coalitions d'États : en plus de parvenir à augmenter en taille, il faudra prendre des engagements précis et crédibles et, surtout, accepter de mettre enfin en place les mécanismes de redevabilité qui manquent cruellement à la gouvernance de la biodiversité.

---

<sup>1</sup> Arménie, Bénin, Botswana, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, République Tchèque, Éthiopie, Commission européenne, Finlande, France, Gabon, Grèce, Grenade, Kenya, Luxembourg, Îles Marshall, Monaco, Mongolie, Mozambique, Nigeria, Pakistan, Pérou, Rwanda, Sénégal,

Seychelles, Espagne, Suisse, Émirats Arabes Unis, Ouganda, Royaume-Uni.

2 Productivisme étant défini comme un « système économique dans lequel la production, la productivité sont données comme l'objectif essentiel ».